

Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'Etat

le 18 octobre 2013.

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 14 et 15 octobre 2013

2013 DLH 192 - Déclassement du domaine public et location par bail emphytéotique, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal 10 à 14 rue Julia Bartet / 2 rue Claude Garamond (14e).

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L 2111-14 et L 2141-1 ;

Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment l'article L.141-3 ;

Vu la délibération 2012 DLH 174 des 12 et 13 novembre 2012 portant location, au profit de la RIVP, de l'immeuble communal 10 rue Julia Bartet (14e) ;

Considérant que le déclassement de cet immeuble communal ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte et de circulation, actuellement assurées par la rue Julia Bartet ;

Vu le projet de délibération en date du 1^{er} octobre 2013, par lequel M. le Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément le déclassement du domaine public de l'immeuble communal 10 à 14 rue Julia Bartet / 2 rue Claude Garamond (14e) et les conditions de location à la RIVP de cet immeuble ;

Vu l'avis des services de France Domaine en date du 17 juillet 2013 ;

Vu la saisine de M. le Maire du 14e arrondissement en date du 24 septembre 2013 ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 7 octobre 2013 ;

Sur le rapport présenté par M. Jean-Yves MANO au nom de la 8^{ème} Commission,

Délibère :

Article 1 : La délibération municipale 2012 DLH 174 des 12 et 13 novembre 2012 est abrogée.

Article 2 : Est prononcé le déclassement du domaine public de l'immeuble communal 10 à 14 rue Julia Bartet / 2 rue Claude Garamond (14e) selon plan ci-joint.

Article 3 : M. le Maire de Paris est autorisé à conclure, avec la RIVP, dont le siège social est situé au 13, avenue de la Porte d'Italie (13e), un bail à caractère emphytéotique portant location de l'emprise précitée.

La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :

- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au bailleur social. Sa durée sera de 55 ans ;
- la RIVP prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- la RIVP renoncera à demander toutes indemnités ou dommages-intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- la RIVP souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, la RIVP bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du Code rural et de la pêche maritime ;
- à l'expiration du bail, de quelque manière que cette expiration se produise, la totalité des aménagements et équipements réalisés par la RIVP deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, la RIVP devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- la RIVP sera autorisée à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du Code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le loyer capitalisé sera fixé à 10 000 euros et sera payable à la signature de l'acte ;
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné à la RIVP ;

- la RIVP devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;

- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui sera passé par devant notaire, seront à la charge de la RIVP.

Article 4 : Cette recette sera inscrite sur le compte nature 758-1 fonction 70, centre financier 65-04, du budget municipal de fonctionnement pour les exercices 2013 et suivants.

Article 5 : M. le Maire de Paris est autorisé à constituer toutes les servitudes exigées par cette opération et à déposer toute demande d'autorisations administratives nécessaires à sa réalisation.